

LANGRES 6/10/2022

Travail et usage de notre faculté des concepts

*

Chers collègues, bonjour à toutes et tous. Merci aux organisateurs-trices et à la magnifique ville de Langres pour cette si belle manifestation annuelle. Merci à l'Inspection Générale de m'avoir invité et fait l'honneur -redoutable- de présenter une conférence inaugurale. Pas facile d'introduire à cette série de séminaires et de conférences si riches, sur le thème général finalement si « piégeux » qu'est le travail. Avec l'assentiment de Monsieur le Doyen F.Burbage, et pour éviter un exposé trop impersonnel, j'ai préféré essayer de répondre synthétiquement à partir de mon histoire personnelle à la question : qu'est-ce que le travail change à la philosophie ? De quelle manière le travail invite-t-il à déplacer quelque chose, et quoi, dans la philosophie ?

L'attention au travail a bien été mon point de départ pour penser ces déplacements mais avec le souci d'être conscient de cet aspect piégeux.

Cette nécessité de déplacer quelque chose dans l'acquis par ailleurs précieux de ce que j'avais pu capitaliser comme étudiant et jeune agrégé de philosophie, vient d'un malaise, progressivement instillé face aux événements de Mai 68 : l'intuition qu'il manquait, pour comprendre ce qui se jouait à travers les mouvements sociaux, comme une mise en visibilité de savoirs et de ce que je devais appeler plus tard des savoirs valeurs au cœur même du travail. Comme s'il fallait nouer un dialogue inédit entre les formes de culture et d'inculture propres respectivement aux savoirs conceptuels des universitaires et aux savoirs valeurs diffus du monde du travail, savoirs « torpides » devait dire Canguilhem dans la Présentation de ma thèse, *Expérience et Connaissance du Travail*, en 1988 (Editions Sociales, (1988) 2012, p.21). Dans l'article « Art » de *l'Encyclopédie*, Diderot opposait « La connaissance inopérative des règles de l'art » à sa « pratique » : « Il y a dans tout art un grand nombre de circonstances relatives à la matière, aux instruments, à la manœuvre, que l'usage seul apprend ». Il y a de cela dans ce souhait de dialogue dont je parle, à ceci près que ces « savoirs d'usage » évoqués par Diderot sont d'ordre technique mais n'évoquent pas les valeurs animant de l'intérieur ce faire industriel. Avec la rencontre de ces deux formes de connaissance, on voit qu'est déjà en jeu notre faculté des concepts, pour reprendre le titre un peu énigmatique de ma communication.

Pour soigner ce malaise, une dizaine d'années m'ont été nécessaires pour franchir les 200 m séparant le 45 rue d'Ulm du Laboratoire d'Ergonomie du CNAM, 41 rue Gay Lussac ; et pour ainsi transformer cette intuition d'un manque conceptuel dans ma formation, en un contenu critique, susceptible de réinterroger ma professionnalité philosophique. Les grands maîtres de l'ENS ou autour de l'ENS d'alors, Althusser, Derrida, Bourdieu, Foucault et d'autres, esprits magistraux par ailleurs, me paraissaient néanmoins faire un usage du concept en « désadhérence », comme je devais le dire plus tard, par rapport aux « dramatiques » *in situ* des activités de travail. Pour reprendre l'expression de Diderot, on pourrait dire qu'il s'agissait d'une grande époque de la « connaissance inopérative ». Cette intuition d'un déficit conceptuel devait au contraire trouver confirmation, à fréquenter ce qu'expérimentaient à

l'époque, au CNAM sous la direction de l'ergonome Alain Wisner les chercheurs et les intervenants de son équipe. Ils constataient que même dans les situations régies par le prescriptif taylorien corsetant au plus étroit l'agir industriel, en dépit de cette standardisation apparemment radicale des gestes et des temps, une énigmatique « activité » - c'est le mot qu'ils employaient, et que nous devons profondément « ré-usiner » pour identifier notre démarche comme « ergologique », ou étude de l'activité-, une énigmatique activité donc réajustait dans toutes les situations qu'ils rencontraient, mais généralement dans l'inapparent ces normes prescrites, faisant passer ainsi, disaient-ils, du « travail prescrit » au travail « réel ».

Je me suis alors interrogé philosophiquement sur cet étrange constat : quel est l'opérateur inassignable en chaque travailleur de ce déplacement des normes, ni entièrement conscient ni entièrement insu ? Ni simple effet d'une exigence corporelle, ni simple décision intellectuellement mûrie ? Quels savoirs, si éloignés de notre usage des concepts, et quel statut leur attribuer, pilotaient ces « renormalisations » industrielles, comme nous devons les appeler ? Sous l'emprise de quelles valeurs se déterminaient ces renormalisations ? En plus, ce constat établi au sein des organisations tayloriennes apparaissait comme un immense raisonnement a fortiori : si même là où l'hétérodétermination de l'agir humain paraît maximale, chaque travailleur, individuellement et collectivement, vise pourtant une ébauche de « libre jeu des facultés », cette expression kantienne de la Troisième Critique qui m'a beaucoup « travaillé », alors c'est le travail en général, et sans doute au-delà toute activité humaine qui doit être repensée.

Nous avons alors décidé, au début des années 80, de tenter d'introduire dans l'institution universitaire un dispositif formatif, destiné à tester une telle conception de l'activité humaine, et de contribuer ainsi à une intervention innovante sur les situations de travail en pleine transformation : à l'Université de Provence, via la formation continue, un diplôme d'Université, des diplômes nationaux (DESS, Master), nous avons tenté d'organiser ce dialogue entre les cultures et incultures spécifiques, moyennant l'accès de professionnels, y compris de travailleurs non bacheliers, à ces formations inédites, aux côtés d'étudiants de toutes disciplines.

Au terme de trente cinq ans d'expérience, un triple bilan :

- Si on veut comprendre quelque chose à l'efficacité industrielle, si on veut comprendre comment fonctionne, bien ou mal, une chaîne de montage, un service hospitalier, une classe, il faut s'instruire de l'histoire des débats entre les « normes antécédentes » et les renormalisations des protagonistes de la situation. Car ce sont de ces renormalisations que résulte en fin de compte le produit ou le service final.
- De ce fait nous sommes parvenus en 1987 à ce constat, ou cette définition¹ : l'agir au travail est toujours « **usage de soi** », à entendre comme un inassignable débat entre usage de soi « par les autres » (dont donne une idée de façon très simplifiée la prescription taylorienne) et usage de soi « par soi » que peut évoquer la renormalisation industrielle (ou la visée d'un « libre jeu des facultés »).
- Dès la première année, l'expérience de ce dialogue entre ces deux types de partenaires a transformé irréversiblement notre métier. Fonctionnant comme forces d'appel et de rappel des savoirs, nos interlocuteurs nous ont conduits à retravailler nos

¹ « Travail et Usage de Soi », in *JE, sur l'individualité*, collectif, Editions Sociales 1987.

conceptions sur l'agir, le corps, la santé, le langage, la question des normes, des savoirs, des valeurs, la fabrication de l'histoire... Ce faisant, on dépassait peu à peu, notons-le, et de plus en plus largement, le champ communément appelé Travail. Dans cette posture de débats entre les spécialistes de la « desadhérence » (nous-mêmes, équipe universitaire), et les protagonistes de l'activité industrielle, (posture que nous devons nommer « Dispositif dynamique à trois pôles »), ont émergé une série de concepts, interpellant la philosophie et les sciences humaines : par exemple le « corps-soi » (à la place du sujet) ; dans le procès de production de valeurs marchandes, l'effectivité de « valeurs sans dimension » ; le langage comme lieu de l'entrecroisement du parler comme outil du corps-soi dans l'adhérence de l'agir et le langage comme outil de communication, appuyé sur la desadhérence ; dans les organisations ; la « double anticipation », qui, beaucoup plus qu'elle ne fait coopérer, oppose pour reprendre la dualité de Diderot, l'anticipation par « la connaissance inopérative des règles de l'art », celle en général des encadrants, et celle des savoirs inanticipables de la « pratique » des dits faussement « exécutants » ; la notion de compétence, qui reprend la vieille question platonicienne de la technè industrielle : mais que *savent* les artisans grecs ? et qu'on ne peut approcher qu'à partir d'ingrédients hétérogènes ; les « réserves d'alternatives », potentiellement transformatrices des situations de travail et de vie, si seulement elles sont mises en visibilité et socialisées à partir des renormalisations industrielles,...

Ces notions, produites année après année au sein de ces dispositifs dynamiques à trois pôles, ont été sans cesse enrichies mais non infirmées ; et elles ont, de l'aveu de nos partenaires issus de tous les secteurs des activités de travail -et ajoutons-le, de divers pays-, partiellement reconfiguré leurs responsabilités personnelles, familiales, professionnelles, sociales, citoyennes, militantes.

Ces brèves et elliptiques indications permettent, on le voit, d'envisager des déplacements critiques qu'une telle conception du travail et de l'activité humaine suggère au travail philosophique.

Ainsi, du point de vue épistémologique, le travail comme usage de soi nous conduit, nous contraint même, à distinguer des normes différentes dans la fabrication conceptuelle selon le champ considéré, le critère étant le mode et degré de présence ou d'absence pour les objets de ce champ, de ce par quoi Canguilhem (ibid, p.21) évoquait notre concept d'usage de soi, « faire à quelque distance de ce qu'il est prescrit de faire », matrice incontournable d'incertitude cognitive. Nous avons été conduit à distinguer quatre types d'« épistémicité » : la première produit des concepts, des lois, des modèles visant des objets qui n'ont pas de débats de normes (mathématiques, sciences de la matière). Les concepts de la seconde visent des normes de la vie sociale, donc celles d'êtres à débats de normes, mais réglant leur vivre ensemble, système juridique, règlements, procédures ... Les concepts des sciences sociales, eux, ne visent pas eux à normer l'activité humaine mais à la connaître, sous la présupposition d'une modélisation possible des comportements humains. Ces trois épistémicités ont toutes leur fécondité, pour autant qu'elles respectent les limites de leur usage. La quatrième épistémicité, celle que promeut l'ergologie, ne décrit ni ne lit l'avenir des activités humaines à partir des seules normes antécédentes, elle assume l'inconfort intellectuel que produisent les débats de normes et les renormalisations de tout agir toujours en partie inanticipables. Par exemple, notre concept d'« entité collective relativement pertinente » : le « travailler ensemble » a toujours une histoire partiellement singulière, jamais seulement déterminée par

les organigrammes, mais résultat local des rencontres d'usages de soi, dont les chercheurs ou manageurs doivent s'instruire et qu'ils ne peuvent qu'imparfaitement anticiper ou modéliser.

On peut craindre alors que des « usurpations » menacent, c'est-à-dire des modes d'usage des concepts outrepassant leur domaine légitime. On a parlé du taylorisme : « l'organisation *scientifique* du travail » ambitionne de traiter l'agir industriel comme s'il relevait de la première épistémicité, celle qui ignore les débats de normes. C'est un exemple extrême. Mais combien de manières de gouverner les activités humaines ignorent ainsi ou sous-estiment qu'aucun humain ne peut vivre sans en permanence « user de lui-même ». Et donc qu'aucune science ne peut en surplomb modéliser son agir. Cet usage usurpateur des ressources du concept illustre de manière paradigmatique un mésusage ou un usage malsain de notre faculté des concepts.

Une telle pratique de l'usurpation manifeste que derrière cette reconsidération de l'épistémologie se niche une réflexion éthique sur le gouvernement des activités humaines. Comme s'il y avait lieu de revisiter la philosophie politique, et la notion même de démocratie, selon le degré où est admise ou méconnue cette dimension de l'usage de soi dans tout agir humain. De là, nous avons essayé de repenser une série de pratiques professionnelles dont l'exercice prendrait en compte le fait et les potentialités de cette double dimension de toute activité humaine comme usage de soi (par soi/par les autres), et donc comme débat de normes soupesant ces deux formes : c'est ainsi que nous avons tenté d'expérimenter ce que nous avons appelé ergo-prévention, ergo-formation, ergo-management, ergo-syndicalisme, ergo-politique...Le « travail », malgré le flou de cette notion, est le point d'application privilégié de ces démarches, mais elles sont susceptibles d'investir tous les champs de l'expérience humaine.

*

Au point où on en est, on se trouve face à une bipolarité, une bivalence dans notre rencontre du travail. En un premier sens, via ce dont nous avons cru pouvoir conclure de la distinction travail prescrit/travail réel là où elle était la plus inattendue, nous avons été conduits à affirmer une thèse que nous n'avons pas peur de dire anthropologique. Vivre, pour tout corps-soi humain, c'est être le creuset d'usages de soi, d'enchâssements de débats de normes. C'est-à-dire, je le rappelle, toujours « faire à quelque distance de ce qu'il est prescrit de faire ». Généralisation qui va bien au-delà de ce que nous nommons le travail « *stricto sensu* », celui qu'on appelle spontanément « travail » et que nous définissons comme prestation rémunérée dans une société marchande et de droit. Généralisation qui englobe tout ce que nous nommons aussi, non sans raison, « travail » : travail domestique, travail dit fausement « informel » (60 % de l'agir industriel sur la planète selon l'Organisation Internationale du Travail,), travail politique, ludique, « bénévole »... et dans la diachronie, toutes les formes de la production de la vie sociale depuis les premiers bifaces (- 2,5 millions d'année avant JC). C'est ce premier sens qui nous autorise à nous définir, en tant qu'humains, comme *êtres d'activité*.

Mais en même temps, en un second sens que révèlent ces « usurpations » conceptuelles et toutes les formes de déni des usages de soi dans le champ du travail et plus largement dans les arènes de la vie sociale, le travail apparaît comme le lieu où ce recentrement renormalisant - l'activité, en ce sens ergologique -, est particulièrement maltraité. Comment comprendre au sein du mot travail l'unité contradictoire de ce que l'on peut appeler la dimension *générique*

ou anthropologique et la dimension *historique* du travail ? Comment le travail peut-il être l'index d'une commensurabilité humaine, et un lieu de division et d'opposition entre les humains ?

Cette bivalence ne peut s'éclairer, je crois, que si, bien en deçà de l'actuel travail *stricto sensu*, on remonte aux deux seuils majeurs dont nous résultons comme êtres d'activité. Expliquons-nous, ou plutôt renvoyons à deux affirmations de G.Canguilhem -dont vous aurez compris à quel point il anticipe nos propos-, dans un texte célèbre pour nous, où il convoque, en quelque sorte, ces deux seuils. Il s'agit de « Milieux et normes de l'Homme au travail » (*Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1947, *Œuvres Complètes*, Vrin, 2015, t.IV, p.292-306), consacré à une recension du grand ouvrage de son ami G.Friedmann, *Problèmes humains du machinisme industriel* (1946). Les deux premières affirmations sont une vigoureuse critique, précisément à propos du taylorisme, du déni de l'usage de soi industriel, pour le dire en nos mots : cette conception taylorienne des rapports homme / milieu « constitue, dit-il, un énorme contresens, non seulement du point de vue psychologique - ce qui est évident -, mais d'abord et aussi du point de vue *biologique* – ce qui est moins évident » (O.C, p.299). On est en plein dans ce que nous avons appelé une « usurpation conceptuelle » ; et une page plus loin, « Les réactions ouvrières à l'extension progressive de la rationalisation taylorienne en révélant la résistance du travailleur aux « mesures qui lui sont imposées du dehors » doivent donc être comprises autant comme des réactions de défense *biologique* que comme des réactions de défense sociale, et dans les deux cas comme des réactions de santé » (p.300). L'usage de soi, que révèle la résistance au taylorisme et le raisonnement a fortiori qu'elle permet, manifeste en quelque sorte que si l'agir au travail résiste à l'intégrale hétérodétermination imposée par le milieu (« mesures imposées du dehors »), c'est d'abord *pour des raisons biologiques*. « Vivre, c'est valoriser : c'est-à-dire choisir, préférer et exclure », disait Canguilhem (*Œuvres Complètes*, T.IV, p.35). Dans la résistance au taylorisme, plus généralement dans la distance aux normes induite par tout débat d'usage de soi, on peut et on doit lire l'héritage lointain de ce premier seuil, celui de l'émergence de la vie. Il exprime une caractéristique universelle du qu'est-ce que vivre, que manifestent déjà les premiers unicellulaires, protozoaires, amibes.

Mais un peu avant, dans ce même texte de 1947, Canguilhem avait dénoncé l'usurpation de l'article singulier dans l'expression « la » rationalisation taylorienne, qui se prétend comme un « absolu technique ». Or, dit-il, « Les fins d'une société économique ne sont pas inscrites dans la nature des choses, ni dans la nature des hommes [...] Les sens d'un changement, les fins d'une entreprise peuvent être multiples et incompatibles » (p.295-296). Avec l'humanité apparaît ce second seuil, lui aussi énigmatique : on passe du « milieu » théorisé par Von Uexküll, comme étant ce que compose, contre l'hétérodétermination par l'environnement, la capacité active d'organisation de chaque organisme, à un « monde », contrepartie, pour l'humain de sa non spécialisation, de son « dénuement organique » (p.458), comme le dit l'anthropologue allemand A.Gehlen dont l'ouvrage *L'homme*, a été récemment traduit (Gallimard, 2020). L'homme « est ouvert au monde », le monde étant « le projet d'un être dont la vie n'est pas *naturellement* fixée dans un milieu sectorisé et déterminé » (p. 65). On passe en quelque sorte d'une présence tendanciellement répétitive et stéréotypée dans chaque individu de ce qui fait valeur pour vivre dans l'environnement à un rapport Vie/Valeurs, au pluriel, dans la mesure où par l'action et le travail, l'homme doit configurer diverses manières d'être « apte à vivre » (p.65) . Un monde où les groupes humains

différenciés, essaient de faire valoir chacun leur définition collective du vivre, non nécessairement transmis à l'identique de génération en génération : choix dans l'habitat, l'invention d'outils, la nature de la subsistance, les modes de consommation (cru ou cuit), les stratégies de chasse et de pêche, la manière de se vêtir, de programmer les itinérances, les normes des parenté, de division sociale et sexuelle du travail... On entre dans l'histoire, c'est-à-dire dans un monde de normes, instituées, propres à chaque peuple. Comme le dit cette phrase célèbre de Godelier, un des meilleurs experts des continuités et discontinuités entre monde animal et humain : « Contrairement aux autres animaux sociaux les hommes ne se contentent pas de vivre en société, ils produisent de la société pour vivre [...] Il produisent donc de la culture, fabriquent de l'histoire, l'Histoire » (*L'Idéal et le matériel*, Fayard, 1984, p.9).

Soit, c'est fondamental. Mais cette entrée dans l'histoire, c'est aussi la naissance du travail. Ou la première naissance, car au moins deux autres moments majeurs ont pu aussi dans la littérature scientifique revendiquer ce titre : l'avènement du Néolithique avec les exigences des travaux agricoles, le salariat et la définition capitaliste du travail par le temps productif. Mais cette première naissance a une signification très profonde : il n'y a plus cette préadaptation tendancielle, héritage de l'Evolution, où ce qui fait valeur dans l'environnement pour les vivants d'une espèce donnée est si je puis dire, « inné ». Pour les groupes humains, ce qui fait valeur devient un choix par exemple telle proie supposant tel outillage approprié et telle organisation collective de la chasse. Désormais, les normes du vivre n'étant plus naturelles, en appellent à l'ingéniosité humaine pour être honorées. Puisque contenu du vivre devient objet variable de choix, alors chacun doit alors faire usage de soi, donc *travailler*, pour faire advenir ces choix, jusque par exemple l'administration des rites funéraires, qui est un travail comme un autre. Mais dès lors que ces choix sont de l'ordre de l'institué et non pas nature, cet usage de soi devient de plus en plus clairement « débat de normes ». Comme le disait Canguilhem dans *Le Normal et le Pathologique* P.U.F, 1966), « Il suffit qu'un individu s'interroge dans une société quelconque sur les besoins et les normes de cette société et les conteste » pour qu'on mesure « à quel point en fin de compte la société, siège de dissidences contenues ou d'antagonismes latents, est loin de se poser comme un tout » (p.191). Dès qu'il y a société c'est-à-dire humanité, vivre suppose des normes qui en dessinent le contenu, et l'activité comme usage de soi (par soi/par d'autres) devient débat de normes.

Ces deux seuils nous conduisent donc à proposer une définition *générique* du travail, qui nous concerne et nous convoque tous : le premier nous dit qu'en tant que vivants, nous sommes creusets d'usage de soi, c'est-à-dire toujours à quelque distance des contraintes du « dehors ». Et le second qu'en tant qu'humains, cet usage de soi est toujours débats de normes, entre les normes anonymes et antécédentes issues du milieu où nous avons à vivre et les valeurs en fonction desquelles, vivants singularisés par notre histoire, nous estimons pouvoir continuer à vivre. Cette dimension générique du travail, contemporaine de sa première naissance, qui articule ces deux seuils, coextensive à toutes nos activités, nous ne pourrons jamais nous en exonérer quand nous pensons « travail », quelque contenu qu'on lui donne. Si on ne l'assume pas, on le « déphilosophie », on en fera un segment particulier de la vie sociale, réduit au champ de la subordination, dépourvu pour cela de perspectives et d'intelligence dont le monde social aurait à s'instruire. On l'abandonne à des sous-disciplines souvent dévaluées dans chaque science humaine, à laquelle on aura ajouté « du travail » (sociologie, psychologie, droit, médecine, « du travail » ... et même « philosophie du travail »).

Reste alors à comprendre l'autre dimension du travail, « sa part maudite », comme lieu de maltraitance de l'activité et de divisions entre humains.

*

Une conférence évoque à juste titre « L'ambivalence du travail. A partir de Simone Weil ». Et plusieurs des ateliers aideront à comprendre l'importance, dans nos civilisations, de cette seconde dimension du travail. Nous serons brefs sur cette longue « dérive » humaine, mais elle résulte de ce second seuil, propre à l'humanité. Dès lors en effet qu'avec ce second seuil, le rapport Vie/valeurs s'est pluralisé (Canguilhem parlait de « fins multiples et incompatibles »), l'histoire humaine va se développer en une pluralité de « projets-héritages » : pour chaque peuple, de nouvelles opportunités de vie sociale seront visées dans le présent en sélectionnant dans son patrimoine ce qui peut les outiller et les justifier. Vice versa, du sein de ce patrimoine seront formulés de nouveaux projets de vie à tester dans les configurations du présent... Cycle permanent de l'histoire qui nous a faits depuis le second seuil. Mais comment ces projets-héritages vont-ils être partiellement confisqués au bénéfice de hiérarchies sociales qui vont en altérer la signification collective, de telle sorte que le travail perde au sein des peuples sa signification générique, devienne une contrainte pesant sur certains groupes sociaux et que pour eux, l'usage de soi « par les autres » devienne dominant ? Histoire, qui convoque philosophes (le marxisme), anthropologues, historiens, et que vont étudier certains ateliers. Histoire évitable, inévitable ? Objet aujourd'hui de complications nouvelles, et/ou de transformations inédites à viser ?

Durant le si long Paléolithique, à lire André.Leroi-Gourhan ou Alain Testart (*Avant l'Histoire*, Gallimard, 2012) on ne peut faire que des hypothèses. Il semblerait que le vivre ensemble des groupes de chasseurs cueilleurs honorait plutôt la dimension générique du travail au sens où leurs projets héritages n'impliquaient guère de divisions sociales pour produire leur signification du vivre. On sait que Marshall Sahlins dans *Stone Age Economics* (1974) fondait cette horizontalité sociale sur une économie de vie sans stockage ni accumulation. Ces groupes ne travaillaient que le strict nécessaire pour vivre au jour le jour (« Age de pierre, âge d'abondance », traduction 1976). « « Travailleur » n'est pas un statut en lui-même ni « le travail » une catégorie réelle de l'économie tribale » disait-il en 1968 (in Marx, *Sur les Sociétés pré-capitalistes...* , Présentation de M.Godelier 1970, p.60).

Il semble bien que les choses aient changé avec les projets héritages du Néolithique et les débuts de l'agriculture (la deuxième « naissance du travail »), même en tenant compte des décalages temporels entre agriculture, sédentarisation et développement des premières grandes cités Etats, concrétisant les premières hiérarchies sociales. Bien des paramètres sont à prendre en compte, mais fonder l'alimentation des groupes humains sur la culture des céréales a dû jouer un rôle critique entre – 8000 avant JC et le IVème millénaire pour expliquer cette « dérive » spécialisant une masse de la population pour cette tâche, les cultivateurs, initiant, pour des siècles ce déséquilibre de l'usage des soi industriels, sur lesquels va désormais de plus en plus peser l'usage « par les autres ». Le blé est un produit qui se conserve, se stocke, notamment dans des jarres scellées (rend possible la propriété des récoltes), suppose des systèmes d'irrigation collective. Mais pour tout cela, il faut des autorités pour la répartition des grains, des protections pour leur conservation (remparts), des contrôles...Comme le montre un autre anthropologue américain un peu anarchiste, mais non sans raison, James C.Scott dans *Homo domesticus, Une Histoire profonde des premiers Etats* (Traduction, La Découverte 2018), confirmé par des anthropologues comme Jean Guilaine,

Pascal Butterlin : avec le grain sous toutes ses formes viennent le cadastre et l'administration fiscale, le labeur, le surplus de production, l'accumulation de richesse et la différenciation sociale. La ville sumérienne d'Ourouk, au 4^{ème} millénaire est emblématique de cette gestion centralisée, avec comptabilisation des biens, redevances, encadrées par une probable forte hiérarchie sociale².

Ainsi émerge cette seconde dimension du travail, sa dimension historique qui institue une division sociale fondamentale, une nouvelle catégorie : « L'institution de l'individu comme *travailleur* (...) est elle-même un produit historique » (Marx, Grundrisse, Travaux préparatoires au Capital, voir *Sur les Sociétés précapitalistes*, op.cit...p.59). C'est à dessein que nous citons ce recueil de textes de Marx, présenté par M.Godelier : à travers une grande érudition évaluée par Godelier à la lumière des recherches récentes, via des transitions comme le mode de production asiatique, l'esclavage, le servage, les corvées et autres impôts dus aux puissants, ces textes nous font passer de sociétés sans classes aux sociétés de classes, dont celles astreintes « au travail ». Les textes de J.P Vernant de *Mythe et Pensée chez les Grecs* (Maspero, 1969) montrent bien qu'il n'y a pas encore de concept unifié de « travail », et que restent encore bien distingués dans la conscience sociale les paysans et les artisans. Dans cette histoire mieux connue, la dimension générique du travail qui nous concerne tous au même titre semble progressivement s'effacer au bénéfice du travail comme lieu d'assujettissement de certaines catégories d'humains, dans le cadre de hiérarchies sociales variablement structurées. Le schéma ternaire, bien noté par Dumézil, de l'église médiévale, séparant dans la vie sociale ceux qui prient, ceux qui combattent, ceux qui travaillent poursuit cette « dérive » en identifiant le « travailler » au travail de la terre. Néanmoins, selon Le Goff (2010), cette évolution n'est pas encore figée : « A partir du XII^{ème} siècle, le travail fut l'objet d'une remarquable réévaluation dans le système de valeur et de prestige social des gens du Moyen Age », l'homme travailleur devenant un « collaborateur de Dieu » pour construire un monde conforme aux intentions de son créateur (*Le Moyen Age et l'argent*, Perrin, p.114).

Mais avec la révolution industrielle et les masses de prolétaires broyés par l'accumulation primitive, cette polarisation sociale faisant du « travail » un lieu de contraintes imposées à certaines couches de la société va désormais s'inscrire durablement dans la conscience collective. L'usage de soi industriel, comme l'exprime si bien « la formule générale du capital », que Marx résume par la formule A-M-A' (Argent-Marchandise-Argent plus Δ , Livre I du *Capital*, chapitre IV, Editions Sociales, p.159) est désormais voué à enfanter de la plus-value. Dans la mesure où « la valeur d'usage ne doit jamais être considérée comme le but immédiat du capitaliste » (p.157), cet usage de soi apparaît comme désormais déconnecté de sa signification générique (contribuer à produire le projet-héritage et donc le contenu du vivre du peuple auquel on appartient). Ce que dit si lumineusement le concept de travail abstrait : le temps de travail devient, dit Marx dans *La Contribution à la Critique de l'Economie Politique*, de « l'équivalent », du « même », ; « le travail créateur de valeur d'échange est également indifférent à la forme particulière du travail lui-même » (p.9³). Concept majeur pour l'intelligibilité du fonctionnement capitaliste ; mais non sans risque, notons-le : si on reste obnubilé par cet appel à un regard indifférencié sur l'agir au travail, s'il n'est que le temps du même et de l'équivalent qui se reproduit, que peuvent dès lors signifier les débats de normes, les renormalisations, les réserves d'alternatives qui se tissent dans « l'adhérence », dans les

² Dans le journal *Le Monde* du 09/10/2022, un chercheur et économiste à l'EHESS, Alessandro Staziani, faisait lui aussi le constat, mais, à partir du XII^{ème} siècle, que « La puissance n'est pas qu'une question d'armes mais aussi de contrôle des céréales », p.31

³ Editions Sociales, édition de 1957.

rencontres toujours partiellement inédites d'une situation singulière ? Si l'agir industriel n'est plus que du « même », de la dépense indifférenciée d'activité humaine, il ne s'inscrit plus dans l'histoire, il ne « fait plus histoire », comme nous avons coutume de le dire.

Ajoutons une caractéristique importante dans cette « dérive » vers la dimension historique du travail. Avec le « machinisme », (Marx), avec la pénétration croissante de la technologie et donc des savoirs scientifiques dans la conception des espaces et des procès productifs, avec la croissance des unités productives, l'extension des échanges et des dispositifs juridiques et organisationnels qui encadrent cette « immense accumulation de marchandises » (*Le Capital*, Chapitre I, p.51), vont se multiplier des institutions (enseignement, laboratoires de recherche), des fonctions, des métiers, des professionnels de la désadhérence (architectes et concepteurs de process, gestionnaires, managers, consultants, auditeurs...), bref des manipulateurs de concepts. Je renvoie à ce que j'ai dit plus hauts des épistémicités 1 à 3. Et aujourd'hui, avec la prodigieuse croissance des activités dites de « service », les professions prises entre savoirs en désadhérence et rencontres des inédits de l'adhérence sont devenues majoritaires. La posture de désadhérence est évidemment nécessaire, produire des représentations *in absentia* des cas qu'elles subsument dans les conditions singulières d'espace et de temps est un des génies de l'espèce humaine (on peut penser au principe kantien de l'homogénéité du divers, dans l'Usage Régulateur des Idées de la raison pure, *Critique de la Raison Pure*, Traduction Tremesaygues et Pacaud, 1963 p.460). Et manipuler, transmettre des concepts, c'est du travail, nous enseignants en savons quelque chose ! Mais il faut mesurer aussi, dans des sociétés inégalitaires, conflictuelles où le savoir peut facilement outiller le pouvoir, le risque croissant de l'usurpation conceptuelle au détriment des savoirs-valeurs tissés dans l'adhérence des agirs industriels.

*

Est-ce la fin de l'histoire ? Non, bien sûr.

Quelles que soient les dérives de cette dimension « historique » du travail, sa substantialité générique ne s'est pas évaporée. Cheminant difficilement sous des pouvoirs divers et souvent oppressifs, elle a nourri en sous main de grands moments d'expression de commensurabilité humaine, comme La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, quelle qu'ambiguë que fût la Révolution française à l'égard du travail et du droit d'association ; elle a nourri les notions d'intérêt général, de service public, des mobilisations pour des projets-héritages communs, des projets de société collectivement valorisés au sein d'un peuple. Dans ce que nous préférons appeler pour cela des sociétés marchandes et de droit, que d'autres nommeront non sans de bonnes raisons aussi, capitalistes, la montée du salariat -cette troisième naissance du travail- s'est accompagnée de conquêtes sociales, d'un minimum de garanties et de droits assurant capacités de résistance et maintien de la citoyenneté pour les salariés soumis à la subordination juridique. Fondamentalement, et c'est par là que nous avons commencé, à moins de cesser de nous penser comme vivants, tout agir humain sera toujours creuset d'usage de soi, c'est-à-dire toujours « à quelque distance de ce qu'il est prescrit de faire ».

Cela doit être rappelé, sans naïveté pour autant. Notre monde, écologiquement menacé, change, et tout particulièrement ce qu'on appelle travail. Or, pour tenter de maîtriser ce futur proche, une sorte d'anémie de la démocratie cerne nos sociétés marchandes et de droit, et à notre avis, le travail en est le centre et l'enjeu.

Le travail change : certes, nous n'en sommes plus à la dominance du capitalisme des fabriques et des usines. La mondialisation financière, les « réseaux sociaux », la déperimétrisation juridique, gestionnaire, sans parler des effets de la pandémie, ont dispersé et affaibli les entités collectives relativement pertinentes qui s'étaient cristallisées durant les dernières décennies dans les divers mondes du travail : celles-là mêmes dont on attendrait qu'elles socialisent aujourd'hui des réserves d'alternatives face à un gouvernement du travail à la calculette (Friedmann et Canguilhem parlaient en 1947 de « résistance au taylorisme »). Mais comment serait-ce facile à ces « mondes du travail » de proposer des mondes communs alternatifs ? Les nouvelles manières de produire et de communiquer, la concurrence et la dispersion par les réseaux sociaux, l'incertitude sur le bien fondé d'une *croissance* dont les objectifs de consommation apparaissent souvent discutables, le tout formulé, encadré, et c'est essentiel, par la numérisation, les algorithmes, ladite « intelligence artificielle », tout cela nous invite à repenser profondément ce que peuvent être aujourd'hui les débats de normes industriels, les renormalisations. Problèmes de stratégie, de choix de projets héritages à la fois techniques, économiques et politiques.

Mais pour gérer ce triple nœud d'incertitudes, nous croyons la démocratie à la peine. Comment lui donner, ou redonner des couleurs ? A l'heure actuelle, le travail comme activité humaine est maltraité dans trois champs distincts mais totalement intercommunicants. Et à mon avis, cette triple maltraitance a une grande part de responsabilité dans cette anémie de l'exercice de la démocratie.

-Dans le champ des entreprises et des organisations, de plus en plus instables par ailleurs, les dramatiques d'usage de soi, les débats de normes, les renormalisations, et les réserves d'alternatives devraient être mis en visibilité, socialisés et leur faisabilité collectivement évaluée pour un futur commun. Mais malgré quelques dispositions intéressantes comme « les Espaces de Discussion », la « Responsabilité sociale des Entreprises », les « entreprises libérées », le « management agile, bienveillant », index ambigu d'un malaise dans le gouvernement du travail, comme le sont aussi les « démissions » d'élèves de grandes écoles (le « Quit »), ces savoirs valeurs du travail restent très largement ignorés ou méprisés. Or il ne s'agit de rien de moins que de savoir à quoi faire servir son usage de soi, quelles valeurs, doivent orienter les renormalisations. Première maltraitance affaiblissant le monde du travail dans sa contribution possible aux objectifs d'un monde commun à construire.

-La seconde maltraitance : ce gouvernement du travail doit rendre des comptes à des stratégies purement financières qui font disparaître l'activité sous les chiffres (la quantophrénie d'Alain Supiot). C'est le travail devenu « invisible », selon le titre du livre de P.Y Gomez (2014). Un abîme s'est creusé entre la gestion des valeurs financières par des opérateurs et des responsables de fonds d'investissements, à des années lumières des myriades d'usage de soi qui les ont créées, tout au long de chaînes de valeur devenues opaques. Maltraitance qui dévalorise et efface, la peine, les choix, les valorisations au travail, comme producteurs des richesses sociales.

-Enfin, quelle place donner aux savoirs valeurs qui peuplent tous les agirs industriels dans la production, la transmission, la diffusion des connaissances ? Le prestige qui auréole la maîtrise des savoirs en désadhérence, qui ignore la nécessité de faire dialoguer cultures et incultures spécifiques entre spécialistes du concept et interlocuteurs engagés dans l'agir industriel, la résistance à l'idée que le débat sur « l'être ou le devenir de l'homme » n'est la propriété de personne, n'est-ce pas une troisième forme de maltraitance ? Et peut-être celle qui soutient les deux autres, car comment ceux qui s'estiment maltraités dans ces champs 1 et 2

(Entreprises, finances), pourraient-ils s'affronter démocratiquement aux gestionnaires de ces champs s'ils ne se sentent pas autorisés à penser et à parler ? Cette troisième bataille, celle d'un rééquilibrage en nous des savoirs en désadhérence et des savoirs valeurs, n'est pas la moindre, car elle interroge en nous tous notre aptitude à considérer ce qui nous rend semblable aux autres. Ce qui montre bien que cette reviviscence de la démocratie doit s'affronter *simultanément* à ces trois champs où l'activité de travail est aujourd'hui maltraitée. Et ce rééquilibrage intellectuel, issu de la réflexion sur le travail, nous renvoie bien aux modes d'usage de notre faculté des concepts. Vrai défi, vrai « travail », que nous avons -ou devrions avoir- tous à cœur de pratiquer⁴.

Et pour tout dire, on peut penser, ou au moins espérer que l'urgence du péril climatique, qui concerne tous les habitants de cette terre, peut donner une vraie force à un projet héritage commun. Focalisant l'agir industriel dans l'invention de nouveaux moyens de continuer à vivre, il affaiblirait le travail comme créant des divisions entre les humains (dimension historique), et se rapprocherait de sa signification générique comme propre également à tous en tant que vivants humains.

Un mot d'hommage à François Dagognet, un autre grand homme de Langres, qui fut mon directeur de thèse.

Merci.

**

⁴ Sur ces points, on peut consulter Schwartz, Yves, *Travail, Ergologie et Politique*, La Dispute, 2021.